

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

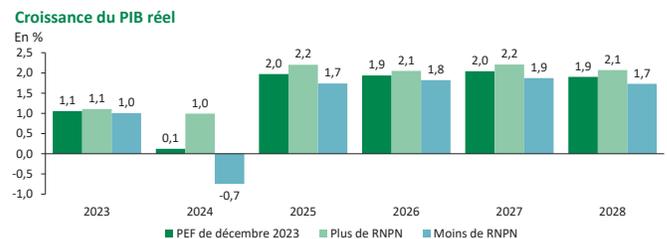
Où s'arrêtera la croissance de la population canadienne? Personne ne le sait, mais voici quelques prédictions

Par Randall Bartlett, directeur principal, économie canadienne

Faits saillants

- ▶ La projection démographique est l'un des piliers des perspectives économiques canadiennes. En effet, la population est composée de consommateurs et de travailleurs qui stimuleront l'activité économique et bonifieront les revenus des gouvernements. Jadis tenues pour acquises, les prévisions de croissance démographique sont maintenant plus incertaines que jamais.
- ▶ La population canadienne a bondi récemment, principalement en raison d'une hausse marquée des résidents non permanents nets (RNPN), comme les travailleurs étrangers temporaires et les étudiants étrangers. Si l'immigration correspond aux estimations du gouvernement fédéral, les RNPN seront le principal moteur de la croissance démographique à l'avenir.
- ▶ Les scénarios relatifs à la population active (personnes de 15 ans et plus) que nous avons utilisés dans nos récentes [Prévisions économiques et financières](#) sont à peu près conformes à ceux établis par la Banque du Canada (BdC) pour 2025 dans son *Rapport sur la politique monétaire* d'octobre 2023. Ils suggèrent que la croissance de la population active pourrait s'établir en moyenne à environ 1,8 % par année de 2023 à 2028. Sur cette même période, nous prévoyons une croissance moyenne du PIB réel et du PIB potentiel de 1,5 % et de 1,7 %, respectivement.
- ▶ En ce qui concerne les autres scénarios d'admissions de RNPN, fermer la porte aux nouveaux arrivants temporaires aggraverait la récession prévue en 2024 et minerait la reprise subséquente (graphique 1). Cela ferait aussi baisser le PIB potentiel. Notre [analyse provinciale](#) est arrivée à la même conclusion. En revanche, une augmentation marquée du rythme des admissions de RNPN devrait dynamiser la croissance du PIB réel au point de peut-être éviter une récession à court terme et d'améliorer les résultats économiques à long terme.
- ▶ Certes, la cadence de ces admissions devrait ralentir naturellement avec l'économie, mais les changements dans les politiques du gouvernement fédéral pourraient précipiter leur chute. Une forte baisse pourrait aggraver la récession au début de 2024. Par conséquent, il est impératif pour les décideurs de faire preuve de prudence afin de minimiser les désavantages économiques d'une jugulation trop rapide des admissions de nouveaux arrivants. Cependant, l'équilibre est difficile à atteindre, car le rythme soutenu de ces admissions pourrait peser davantage sur les finances provinciales et sur l'abordabilité du logement.

Graphique 1
Fermer la porte aux RNPN alimenterait la récession prévue en 2024



RNPN : résidents non permanents nets, PEF : Prévisions économiques et financières
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

La récente explosion de la population canadienne a fait couler beaucoup d'encre. L'été dernier, nous avons [abordé](#) les retombées économiques de différents niveaux de migration internationale. La BdC a [publié](#) une analyse similaire, mais plus approfondie à la suite de son annonce de décembre 2023 sur les taux d'intérêt. Elle a conclu que l'immigration ferait augmenter le PIB potentiel, mais que sans une majoration importante de l'offre d'habitations, elle exacerberait la crise de l'abordabilité du logement. Récemment, ce sont toutefois surtout les RNPN qui ont fait croître la population. La question se pose donc : quels seraient les effets de différents niveaux d'admission de RNPN sur les perspectives économiques?

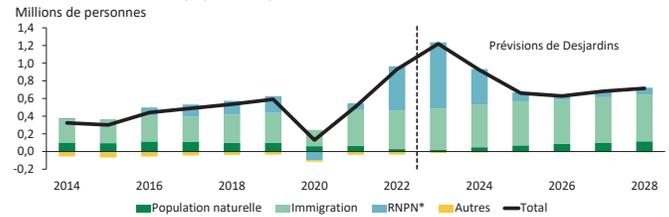
La population est la pierre angulaire des prévisions

Nos dernières [Prévisions économiques et financières](#) (PEF) s'appuient sur nos scénarios de croissance démographique. Le groupe le plus important pour les perspectives économiques est celui des 15 ans et plus, soit la population en âge de travailler, qui constitue l'épine dorsale du marché du travail canadien. L'examen des données montre clairement qu'une grande partie de la croissance du PIB réel peut être attribuée à l'augmentation de la population. C'est encore plus vrai récemment (graphique 2). (Voir notre [rapport](#) pour plus d'informations sur les moteurs de la croissance du PIB réel par habitant au Canada.)

Graphique 3

La population du Canada a explosé en raison de la hausse marquée des admissions de RNPN

Variation du niveau de population par source



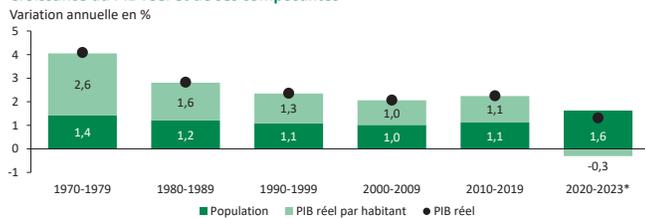
RNPN : résidents non permanents nets
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Plusieurs raisons expliquent l'arrivée massive de RNPN au Canada. D'abord, il y a la demande de main-d'œuvre. À l'issue de la pandémie, le nombre de postes vacants a explosé, et beaucoup moins de personnes se cherchaient un emploi (graphique 4). Le nombre de RNPN a été augmenté davantage par l'introduction d'un programme de mobilité internationale. Celui-ci est complémentaire au Programme des travailleurs étrangers temporaires, plus connu, mais est plus simple pour les employeurs. Il est donc devenu plus facile que par le passé de faire venir des travailleurs au Canada à court terme pour combler d'importantes pénuries de main-d'œuvre. Cela a contribué à atténuer les pressions sur le marché du travail après la pandémie, évitant ainsi une croissance encore plus élevée des salaires.

Graphique 2

L'augmentation de la population est le principal moteur de la croissance du PIB réel

Croissance du PIB réel et de ses composantes



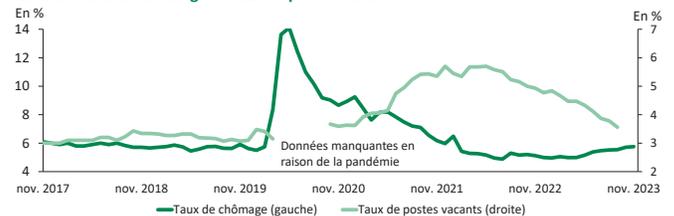
* Les données de 2023 vont jusqu'au T2 2023.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Pour déterminer les perspectives de croissance de la population, il convient de prendre en compte trois facteurs. Le premier est la variation de la population naturelle, qui est censée se produire en l'absence de migration internationale. Il y a ensuite l'immigration, pour laquelle nous utilisons les objectifs annuels du gouvernement fédéral en matière d'admission de résidents permanents (RP). Les RNPN, catégorie qui comprend les travailleurs étrangers temporaires et les étudiants étrangers, constituent le troisième facteur. Ce dernier groupe est au cœur de la récente croissance démographique de notre pays, la plus forte depuis les années 1950. En 2022, pour la première fois de l'histoire, plus de RNPN que de RP ont été admis au Canada (graphique 3). La tendance semble s'être accélérée en 2023.

Graphique 4

Le taux de postes vacants a diminué plus rapidement que le taux de chômage a augmenté

Canada : taux de chômage et taux de postes vacants

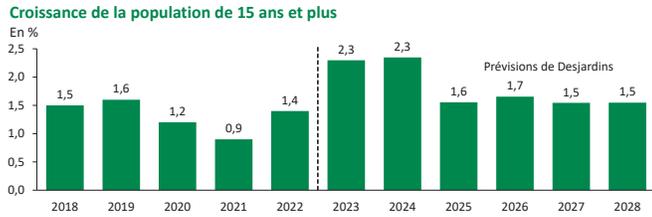


Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Par contre, nul ne sait ce qu'il va advenir de la migration internationale à compter de maintenant. Nos PEF de décembre 2023 supposent qu'il y aura en 2024 environ la moitié des RNPN admis en 2023, et encore la moitié de ce nombre en 2025. Les RNPN atteindront un plancher en 2026, puis remonteront ensuite graduellement. La croissance de la population en âge de travailler devrait donc être de 2,3 % en 2024 et de 1,6 % en 2025 (graphique 5 à la page 3). Ces taux sont généralement conformes aux estimations de la croissance démographique découlant du *Rapport sur la politique monétaire* d'octobre 2023

Graphique 5

La croissance de la population en âge de travailler devrait fortement ralentir après 2024



Note : l'analyse fait référence à la population de 15 ans et plus selon l'Enquête sur la population active. Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

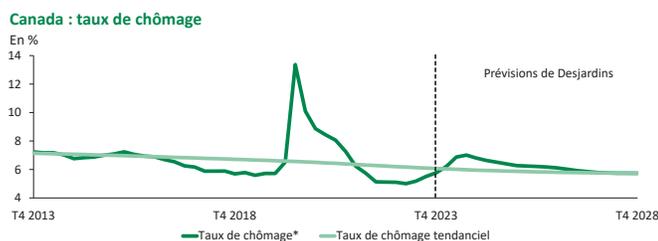
de la BdC. Par la suite, la croissance de la population active est en moyenne d'environ 1,6 % par année jusqu'en 2028. Pour arriver à ce résultat, nous avons supposé que la répartition de l'âge des personnes provenant de l'étranger serait semblable à ce qui a été observé dans le passé. De 2023 à 2028, nous nous attendons à une croissance annuelle moyenne de 1,8 % de la population en âge de travailler, soit 0,2 point de pourcentage de plus que ce qui figure dans l'Énoncé économique de l'automne (ÉÉA) fédéral le plus récent.

À l'aide de cette prévision démographique de base, nous avons déterminé que le taux de chômage tendanciel devrait graduellement baisser pour atteindre environ 5,7 % d'ici la fin de 2028. Même si le taux de chômage lui-même continuera vraisemblablement d'augmenter à court terme en raison du ralentissement économique, il devrait néanmoins atteindre sa tendance à long terme d'ici la fin de nos prévisions (graphique 6).

Certes, cela nous indique que la population canadienne vieillit, mais ce n'est pas tout. C'est également le reflet des perspectives d'emploi et du taux de participation de différents groupes démographiques. Les femmes dans la force de l'âge sont de plus en plus présentes dans la population active, et les récentes baisses des coûts des services de garde d'enfants au Canada ne feront qu'accroître cette tendance. De nombreuses personnes plus âgées travaillent aussi plus longtemps ou réintègreront la population active après leur retraite. Et puis, il y a les nouveaux

Graphique 6

Le taux de chômage canadien tend graduellement vers le bas



* Selon les Prévisions économiques et financières de décembre 2023 de Desjardins. Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

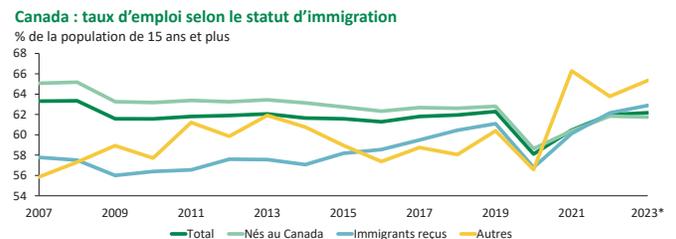
arrivants. Par exemple, les immigrants reçus sont maintenant plus susceptibles de travailler que les adultes nés au Canada. Chez les travailleurs qui ne sont ni nés au Canada, ni immigrants reçus (la majorité d'entre eux étant des résidents non permanents), le taux d'emploi est encore plus élevé après la pandémie (graphique 7). Cependant, l'histoire nous a démontré que cette vigueur ne durera probablement pas.

Lorsque combinée aux estimations de la productivité future, la projection du marché du travail est un intransigent important pour le potentiel de croissance du PIB. Notre hypothèse de croissance annuelle de la productivité à long terme est d'environ 0,2 %, soit près du quart de la cadence des deux dernières décennies. Celle-ci est également inférieure au rythme annuel moyen de 2023 à 2028 présumé par le gouvernement fédéral dans son récent ÉÉA. Il s'agirait tout de même d'une amélioration notable par rapport à la croissance récente de la productivité au Canada (graphique 8).

Dans ce contexte, nos prévisions de croissance du PIB réel suggèrent une moyenne de 1,5 % par année de 2023 à 2028, tandis que la projection de l'ÉÉA 2023 est en moyenne de 1,7 %. Nos projections de population plus élevées compensent une partie, mais non la totalité, de la faiblesse plus prononcée de la productivité. Nous prévoyons que la croissance du PIB réel moyen sera également inférieure à celle du PIB potentiel de 2023

Graphique 7

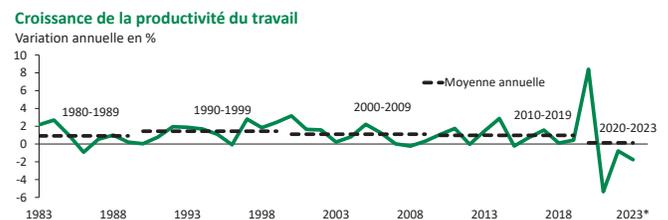
Les nouveaux arrivants au Canada sont de plus en plus susceptibles de travailler



* Moyenne des trois premiers trimestres de 2023. Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 8

La croissance de la production a été la pire observée récemment



* Du T1 au T3 2023. Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

à 2028 (graphique 9). En effet, le Canada a commencé 2023 avec une demande excédentaire, caractérisée par un écart de production positif. On définit cet écart comme étant la différence de pourcentage entre le PIB réel et le PIB potentiel. Il mesure le degré de surchauffe ou de refroidissement de l'économie, et devrait être comblé d'ici la fin de l'horizon de prévision.

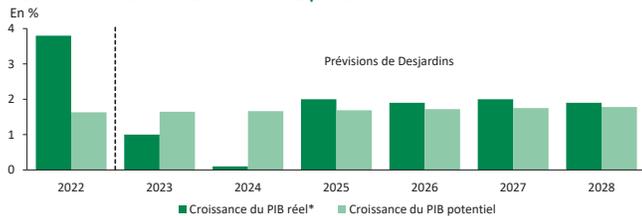
30 000 RNPN au cours de la première année d'un ralentissement économique serait envisageable.

On peut aussi s'attarder au lien entre les admissions de RNPN et l'écart de production. Historiquement, il a été un assez bon indicateur de ces admissions. Cependant, ce lien s'est récemment brisé (graphique 11). De plus, la projection de base de la population est utilisée dans nos prévisions actuelles pour l'écart de production. Par conséquent, nos prévisions d'écart de production actuelles ne donnent pas une vision absolue de l'évolution possible du niveau des RNPN à l'avenir. Ainsi, à titre de référence, la prévision de l'écart de production de nos PEF de décembre 2023 suggère que les admissions de RNPN pourraient reculer à environ 10 000 en 2024, car les employeurs auront alors besoin de moins de main-d'œuvre. Celles-ci grimperaient ensuite à près de 50 000 en 2028, au gré du retour de l'économie à sa tendance. Ces niveaux d'admission de RNPN seraient bien inférieurs à ceux observés avant la pandémie alors que l'économie fonctionnait au-dessus de son potentiel.

Graphique 9

La croissance du PIB potentiel devrait surpasser celle du PIB réel sur l'horizon prévisionnel

Canada : croissance du PIB réel et du PIB potentiel



* Selon les Prévisions économiques et financières de décembre 2023 de Desjardins. Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Et si la croissance démographique déjoue nos attentes?

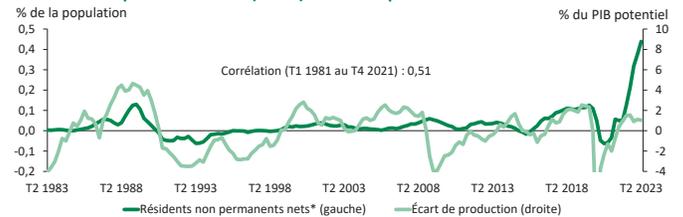
Une chose est certaine, quand on est prévisionniste, c'est que l'économie va évoluer différemment de ce que nos perspectives nous suggèrent. Il faut juste être assez près de la réalité. Il est donc essentiel d'examiner divers scénarios et ce qu'ils pourraient vouloir dire pour l'avenir.

À l'instar de nos [travaux](#) antérieurs réalisés à l'échelle provinciale, on peut comparer l'incidence d'une réduction des admissions de RNPN sur nos perspectives de base figurant dans les PEF de décembre 2023. Et comme nous nous attendons à une récession courte et superficielle au premier semestre de 2024, les baisses attendues de l'activité économique et leur effet sur l'écart de production pourraient être un bon point de départ. Bien entendu, aucune récession n'est pareille pour ce qui est du nombre de RNPN qui entrent au Canada (graphique 10). Cela dit, en prenant la médiane des effets, un recul d'environ

Graphique 11

Les RNPN arrivent plus rapidement que ce que suggère la conjoncture économique

Résidents non permanents nets (RNPN) c. écart de production



* Moyenne mobile des RNPN sur quatre trimestres. Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

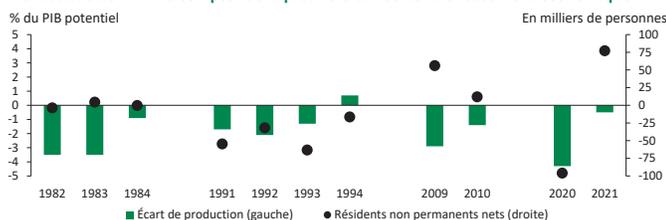
Compte tenu de l'incertitude actuelle entourant les admissions de RNPN, la chose la plus simple à faire demeure de préparer des scénarios optimistes et pessimistes aux fins de comparaison. En effet, le nombre de RNPN qui entrent au Canada peut augmenter soudainement en raison de changements dans les politiques du gouvernement fédéral et dans la conjoncture économique. Certains de ces changements se déroulent sous nos yeux, avec de nouvelles restrictions relatives à l'admission d'étudiants étrangers et aux permis de travail [annoncés dernièrement](#). Ainsi, nous avons sélectionné deux scénarios simples articulés autour du scénario de base : un où les RNPN baissent à zéro chaque année de la projection, et un autre où les RNPN sont admis au double du rythme présumé dans notre scénario de base de décembre 2023 (graphique 12 à la page 5).

Dans le scénario où les admissions de RNPN sont nulles, la croissance démographique moyenne serait d'un modeste 1,5 % de 2023 à 2028 (graphique 13 à la page 5). Ce chiffre est inférieur à celui de 1,8 % des prévisions de base et un peu

Graphique 10

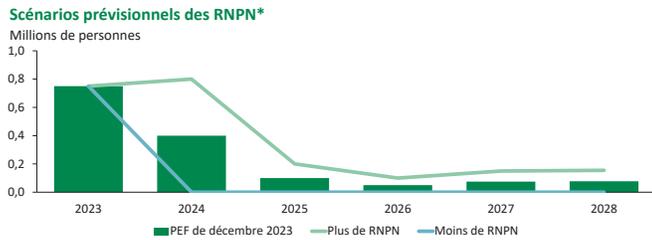
Chaque récession est différente pour ce qui est des admissions de RNPN

Admissions de RNPN à compter de la première année de ralentissement économique



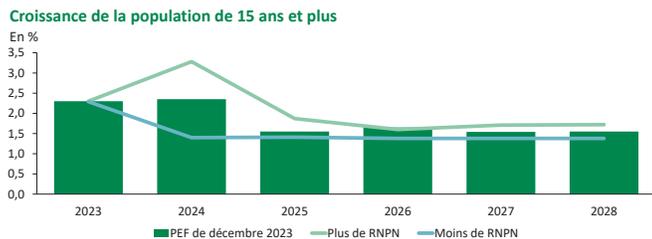
RNPN : résidents non permanents nets. Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 12
Le nombre de RNPN à venir au Canada devrait chuter fortement



RNPN : résidents non permanents nets, PEF : Prévisions économiques et financières
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

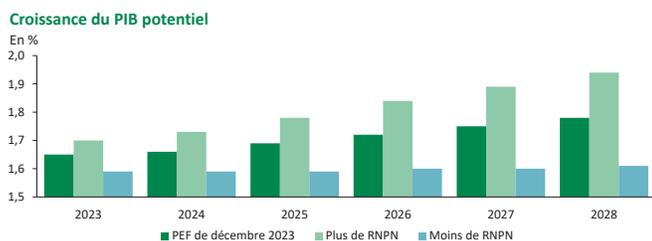
Graphique 13
Dans des scénarios, c'est en 2024 que la croissance démographique diverge le plus



RNPN : résidents non permanents nets, PEF : Prévisions économiques et financières
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

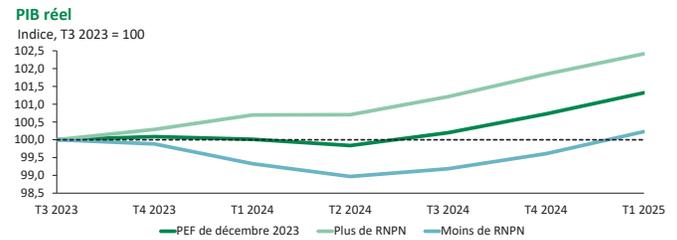
moins que les prévisions annuelles moyennes de 1,6 % du gouvernement fédéral pour la même période. En supposant que la productivité ne s'améliore pas plus que dans le scénario de base, la croissance du PIB potentiel demeurerait stable, avec une moyenne d'environ 1,6 % par année pour l'horizon prévisionnel (graphique 14). Le PIB réel lui-même chuterait considérablement sous celui du scénario de base. La récession prévue au premier semestre de 2024 durerait ainsi deux fois plus longtemps (graphique 15). De plus, la croissance du PIB réel demeurerait plus timide que dans le scénario de base lors de la reprise, ce qui contribuerait à mieux contenir l'inflation que dans les prévisions de base des PEF de décembre 2023.

Graphique 14
Un plus grand nombre de RNPN se traduit par une croissance plus élevée du PIB potentiel



RNPN : résidents non permanents nets, PEF : Prévisions économiques et financières
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 15
Empêcher l'admission de RNPN ralentirait fortement l'activité économique



RNPN : résidents non permanents nets, PEF : Prévisions économiques et financières
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Comparons ces perspectives peu réjouissantes avec un scénario où les admissions de RNPN demeurent élevées par rapport au scénario de base. Dans ce cas, la croissance démographique moyenne serait de 2,1 % par année de 2023 à 2028, en hausse par rapport à 1,8 % dans le scénario de base (graphique 12). En supposant que la croissance de la productivité soit la même que dans le scénario de base, le PIB potentiel passerait de 1,6 % en 2023 à 1,9 % en 2028, pour une moyenne annuelle de 1,8 % sur l'horizon prévisionnel (graphique 13). Le PIB réel lui-même dépasserait la projection de base, ce qui mènerait à un ralentissement économique moins prononcé que prévu actuellement, évitant possiblement la récession (graphique 14). L'inflation serait également plus élevée, ce qui compliquerait le travail de la BdC. Les taux resteraient alors probablement plus élevés pendant plus longtemps que normalement.

Incidence économique de l'approche de croissance démographique du Canada

On ne peut deviner comment la croissance démographique progressera au Canada. À notre avis, les RNPN, qui ont été le principal moteur de la récente explosion de la population canadienne, représentent la plus grande inconnue. Même si nous prévoyons une diminution du nombre de nouveaux arrivants, l'ampleur de ce ralentissement aura des effets importants sur la croissance économique canadienne à court et à long terme. Le rythme des arrivées devrait ralentir naturellement en même temps que le refroidissement prévu de l'économie, mais des contraintes supplémentaires mises en place par le gouvernement fédéral pourraient accélérer ce déclin. Par conséquent, il est impératif pour les décideurs de faire preuve de prudence afin de minimiser les désavantages économiques d'une jugulation trop rapide des admissions de nouveaux arrivants.

Cependant, l'équilibre est difficile à atteindre. Les conséquences du nombre extraordinaire de nouveaux arrivants au Canada vont bien au-delà du PIB réel, du marché du travail et de l'inflation. La hausse de la production et de l'inflation a contribué à remplir les coffres de l'État au terme de la pandémie. Toutefois, l'inflation est insidieuse, car elle fait grimper les coûts des services alors que l'élan qu'elle confère aux revenus s'essouffle. Les

gouvernements provinciaux et les administrations municipales sont particulièrement vulnérables à celle-ci et à la croissance démographique élevée en raison de leur rôle plus direct dans la prestation de services à la population. (Voir notre récente [publication](#) à ce sujet et sur les autres considérations budgétaires provinciales.) Et comme nous l'avons [mentionné](#), le maintien du rythme actuel des arrivées de nouveaux arrivants nuira davantage à l'abordabilité des logements si ceux-ci ne sont pas disponibles en beaucoup plus grandes quantités.